

<https://ricochets.cc/Economie-de-guerre-et-course-a-l-armement-c-est-reparti-comme-en-14-8268.html>



Économie de guerre et course à l'armement : c'est reparti comme en 14 !

- Les Articles -



Date de mise en ligne : samedi 15 mars 2025

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le capitalisme n'ayant aucune morale et les Etats étant imbriqués avec lui, en temps de crise économique la guerre et les ventes d'armes sur fond de fascisation sont un excellent moyen de maintenir la croissance et les affaires, ...et donc les emplois et la production de richesses ruissellantes.

En Allemagne, les entreprises qui ferment ou sont en perte de vitesse seront utilement remplacées ou relancées par la fabrication en masse d'armes de guerre. Même topo en France. C'est reparti comme en 40 !

Peu importe ce qui est produit, comment et pour quel usage, ce qui compte c'est de fabriquer un max d'argent pour que la machine reste à flot et que les puissants se gavent.

Si les peuples laissent faire le système en place et ses tyrans, ce sont des rivières de sang, le nôtre, qui vont ruisseler partout.



Économie de guerre et course à l'armement : c'est reparti comme en 14 !

Économie de guerre et course à l'armement

Macron a toujours rêvé de guerre. Dès mai 2017, il choisissait de fêter sa victoire entouré de militaires sur les Champs-Élysées dans une jeep de l'armée, puis il se déguisait en aviateur sur une base militaire quelques semaines plus tard, des images largement mises en scènes pour les médias.

En 2020, il était le seul président au monde à répéter qu'il était en « guerre » contre un virus, utilisant un vocabulaire militaire pour parler d'une question sanitaire. En 2023, il était à nouveau le seul dirigeant au monde à proposer une « coalition internationale » pour bombarder Gaza avec Israël, avant de se rétracter. Ces derniers jours, il rappelle que la défense fait partie de son « domaine réservé » en tant que chef des armées. Autant dire qu'il est aux anges : **une bonne guerre, c'est bon pour les affaires, ça permet de faire taire les oppositions au nom de « l'Union Sacrée », et ça pourrait même sauver sa carrière politique.**

Ce vendredi 14 mars, il a convoqué à l'Élysée les principaux industriels de l'armement français : les patrons des firmes Safran, Thalès, Naval Group, Dassault ou KNDS. Il a aussi reçu les représentants des 4.000 petites et

moyennes entreprises du secteur de la défense. Macron leur a posé des questions aussi simples qu'inquiétantes : sont-ils capables de produire des armes en masse ? À quelle fréquence et à quel rythme ? En échange de cette augmentation de l'industrie de guerre, Macron leur donne des garanties, à commencer par une enveloppe de 100 milliards d'euros débloquée pour la Défense cette année.

Jeudi 13 mars, le ministre de l'Industrie Marc Ferracci expliquait déjà que le gouvernement allait demander aux marchands de canon d'augmenter « les volumes », et que la France a « la capacité à produire à peu près tout ce qui est nécessaire sur un champ de bataille ». À l'entendre, c'est déjà la troisième guerre mondiale. Le Ministre estime que les patrons du secteur de l'armement ont les moyens de « résoudre les problèmes de montée en capacité ».

En Belgique, des usines vont être converties à la production militaire. Le bourgmestre de Charleroi a contacté des industriels et le ministre de la Défense pour leur proposer l'ancien site d'une usine Caterpillar pour accueillir la fabrication d'armement, tels que des chars ou autres équipements militaires. Un site de la firme automobile Audi à Forest, près de Bruxelles, est aussi repéré pour être transformé en une ligne de production de véhicules légers blindés.

Même scénario en Allemagne. Les sommes titanesques débloquées pour l'armement vont permettre au pays de restructurer toute son industrie autour du secteur militaire. En juin 2023, 900 ouvriers avaient été transférés de la firme automobile Continental vers le géant de l'armement allemand Rheinmetall. **En 2024, l'armée allemande achetait à cette firme des obus pour plus de 8,5 milliards d'euros, le contrat le plus important « de l'histoire récente » se félicitait le marchand d'arme.**

Le président de la Fédération allemande de l'industrie, équivalent du MEDEF, a appelé à ce que toutes les entreprises allemandes contribuent à l'effort de guerre. Ce patron est à la tête d'une usine fabriquant des lasers, près de Stuttgart. Une firme qui s'était engagée en 2015 à ne pas participer à la production d'armes. Il vient d'annoncer une possible conversion de sa production pour l'armée : ses lasers pourraient être utilisés dans la lutte contre les drones.

« **L'industrie allemande de l'armement pourrait-elle prendre le relais de l'automobile en crise ?** » fait mine de se demander le journal Le Monde, alors qu'il est évident que la guerre est un moyen de relancer le capitalisme en crise. D'ailleurs, les firmes comme Rheinmetall voient leur actions s'envoler en bourse !

En 1914, lorsque la guerre éclate, la firme automobile française Renault s'était lancée à plein régime dans la production de munitions, d'avions militaires et de tout nouveaux chars de combat. Cette entreprise avait apporté un soutien décisif à la boucherie mécanique et atroce qu'a été la guerre des tranchées. À la fin du conflit en 1918, Renault était devenu le premier fabricant privé de France.

Son patron, Louis Renault, sera proche du groupe d'extrême droite des Croix-de-feu dans les années 1930, puis il financera la Cagoule, un groupe terroriste fasciste, qui commettait des attentats sanglants contre des personnalités et militants de gauche. Avant la seconde guerre mondiale, il rencontre Hitler par deux fois, prône « l'entente » franco-allemande, avant de mettre son empire au service l'armée allemande pendant l'Occupation, en transformant ses chaînes de production automobiles afin de fabriquer en masse des chars d'assaut pour la Wehrmacht, dès août 1940. À la Libération, Louis Renault est arrêté comme collaborateur et l'entreprise est nationalisée.

Les capitalistes voient d'abord leurs intérêts : le fascisme et la guerre peuvent rapporter beaucoup plus d'argent que la paix et le respect des travailleurs. De plus, leurs industries sont modulables : elles peuvent basculer de la production civile à la production militaire en fonction des besoins.

Économie de guerre et course à l'armement : c'est reparti comme en 14 !

Sophie Binet, dirigeante de la CGT, déclare ce vendredi dans le quotidien l'Humanité : « Pour les travailleurs, rien de pire que l'économie de guerre ». Elle dénonce le discours belliciste d'Emmanuel Macron, et déclare que « face à cette internationale d'extrême droite, il faut construire une internationale ouvrière renouvelée et renforcée ».

Le 11 mars sur BFM, elle estimait déjà que « l'économie de guerre, c'est moins d'argent pour les services publics ». Et si la CGT appelait à une grande grève contre la guerre, pour la justice sociale, et contre nos dirigeants ?

► source, avec liens : <https://contre-attaque.net/2025/03/14/economie-de-guerre-et-course-a-larmement/>